



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°6 – Février 2022

En bref – Le président argentin en Chine, à la recherche d'investissements, de commerce et de réserves de change

Au cours de son voyage à Pékin à l'occasion de l'inauguration des Jeux olympiques d'hiver, le président Alberto Fernández a appelé à faire vivre et à donner le plus de contenu possible à l'alliance stratégique intégrale conclue avec la Chine sous l'ère des époux Kirchner (2003-2015) et poursuivie par son prédécesseur, Mauricio Macri (2015-2019). La visite du président a donc été l'occasion d'officialiser l'entrée de l'Argentine dans l'initiative des « nouvelles routes de la soie » et, à travers de communiqués officiels, de faire état d'investissements chinois en Argentine pour un total de 23,7 Mds USD, dont 14,0 Mds USD ayant déjà été approuvés au titre du Dialogue stratégique pour la coopération et le développement et 9,7 Mds USD pour des nouveaux investissements fléchés vers des secteurs qui seront déterminés par un groupe *ad hoc* sino-argentin. Plus généralement, les investissements devraient concerner l'ensemble des secteurs économiques, dont les énergies, le transport et la construction. Ils seront soutenus par 13 accords de coopération, portant notamment sur le développement durable, l'économie numérique, l'espace, la technologie et l'agriculture. Peu d'éléments concrets ont été communiqués sur la nature des projets. La Chine pourrait néanmoins poursuivre ses investissements en matière d'infrastructures permettant de développer les voies d'approvisionnement, notamment dans le domaine du transport ferré de marchandises. De plus, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire – cf. Brèves du Cône Sud du 3 février 2022 – a été mentionnée, mais de façon peu appuyée. L'avancée la plus attendue concerne les sujets sanitaires et phytosanitaires sur lesquels les Argentins espèrent que les négociations permettront l'ouverture de nouveaux débouchés pour leurs produits et fluidifieront les exportations agroalimentaires, réduisant ainsi le déficit commercial avec la Chine (7,4 Mds USD en 2021). Le président argentin inscrit ainsi sa démarche dans la perspective de développer l'appareil productif et exportateur national. Il espère que les investissements chinois bénéficieront aux sous-traitants de son pays et permettront d'accroître les exportations vers la Chine. Les autorités chinoises ont de leur côté manifesté leur volonté de gagner des parts de marché dans les secteurs stratégiques que sont les télécommunications – avec, en ligne de mire, la 5G balbutiante en Argentine – ainsi que l'entretien et la gestion de l'Hidrovia, ou encore le matériel militaire. Enfin, ce voyage, outre les questions commerciales et d'investissements, a été l'occasion de chercher à consolider les réserves internationales argentines, en demandant notamment l'augmentation des montants de devises échangés entre les Banques centrales des deux pays.

LE CHIFFRE À
RETENIR

23,7

Montant annoncé, en
Mds USD, des
investissements
chinois en Argentine

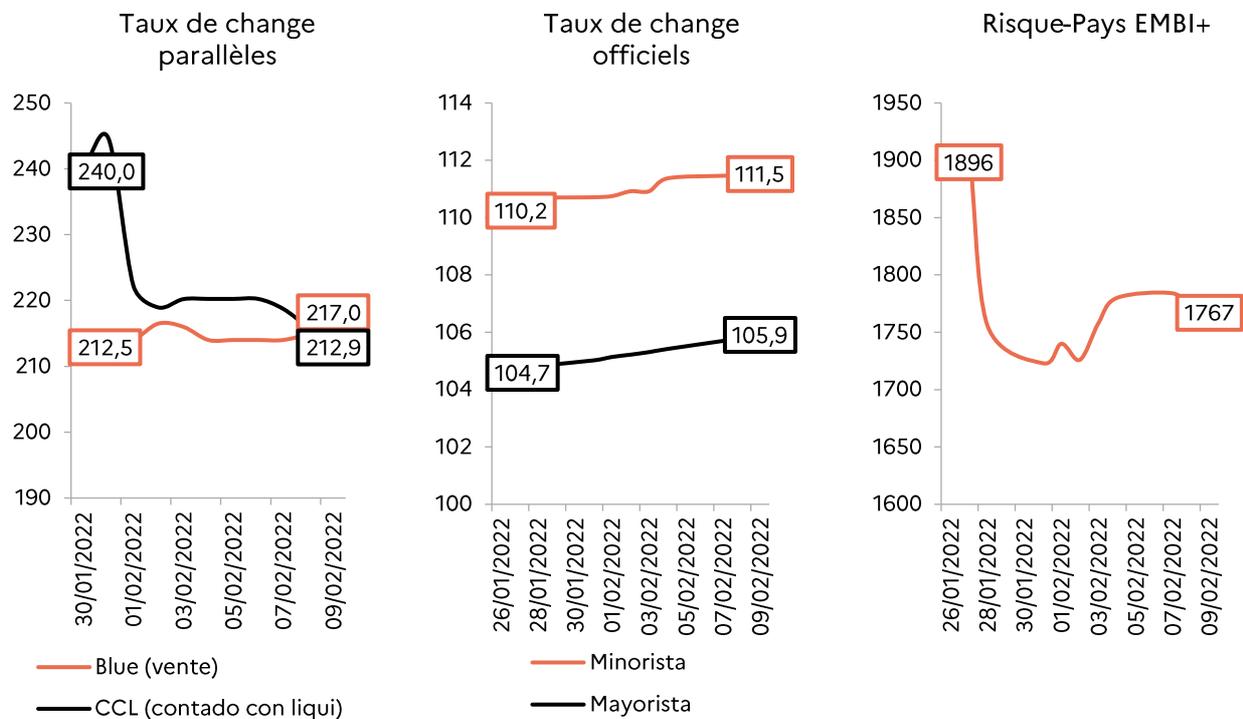
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose	Pourcentage de la population complètement vaccinée	Pourcentage de la population ayant reçu une 3 ^{ème} dose
Argentine	87,5%	77,2%	31,5%
Chili	91,9%	88,6%	67,4%
Paraguay	50,4%	43,1%	12,7%
Uruguay	84,4%	77,5%	53,9%
Amérique du Sud	79,9%	68,7%	23,8%
Brésil	80,9%	70,8%	25,2%
Colombie	79,4%	63,1%	12,6%
France	79,9%	76,8%	49,9%

Source : Our World in Data

Graphiques – Argentine



ARGENTINE

À près d'un mois de l'échéance de mars envers le FMI, les réserves internationales nettes atteignent un niveau bas

Les réserves internationales brutes de la Banque centrale n'ont cessé de diminuer au cours des derniers mois, atteignant 37,2 Mds USD début février. Il s'agit de son plus bas niveau depuis décembre 2016, en nette diminution par rapport aux 39,7 Mds USD enregistrés en décembre 2021 et au pic de 46,3 Mds USD atteint en août 2021.

Les raisons de cette chute sont multiples. Fin 2021, les réserves brutes ont notamment été victimes de facteurs saisonniers, comme la reprise dynamique du tourisme à l'étranger, qui a entraîné des sorties nettes de devises liées aux services de 714 MUSD en décembre, un niveau non égalé depuis la mi-2018.

Mais l'une des principales causes de cette contraction est la vente nette de devises sur le marché des changes afin de limiter la dépréciation du cours officiel du peso, particulièrement élevée à la fin de l'année 2021. Elle s'est cependant faite de plus en plus discrète, à la faveur de l'accélération de la dépréciation du peso et permettant de limiter son impact sur les réserves : de près de 957 MUSD en septembre (pour une dépréciation du peso d'environ 1% sur le mois), elle est passée à environ 897 MUSD en novembre (1,2%), puis près de 475 MUSD en décembre (1,7%). En janvier, les interventions se sont élevées à près de 136 MUSD (pour une dépréciation de 2,2%). Elles descendent à 46 MUSD début février (2,8%).

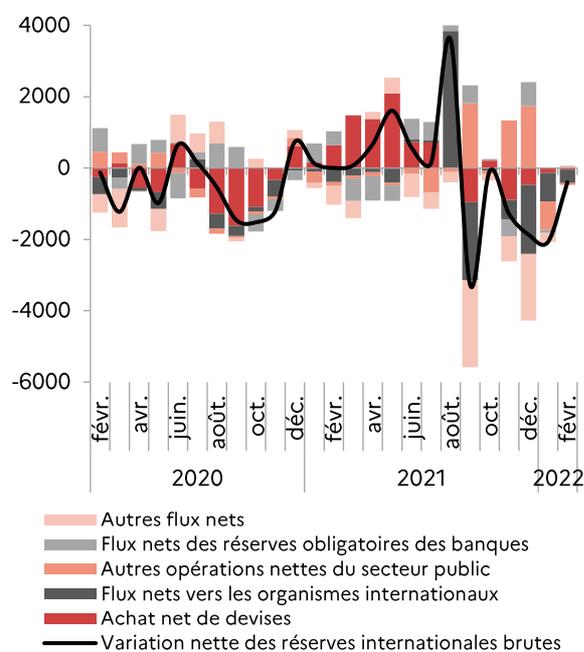
Les remboursements effectués auprès des organismes internationaux – notamment au FMI et à la Banque interaméricaine de développement (BID) – et aux créanciers (bilatéraux et privés) ont également pesé sur les réserves.

En prenant en compte les seuls paiements au FMI, les remboursements se sont élevés à près de 5,1 Mds USD en 2021, au titre du capital et des intérêts du financement accordé dans le cadre de l'accord de confirmation conclu en 2018. En 2022, déjà près de 1,1 Md USD a été versé au FMI, dont 730 MUSD au titre des intérêts le 28 janvier et 360 MUSD pour le capital le 4 février. Jusqu'ici, les remboursements ont été honorés principalement grâce à l'allocation exceptionnelle des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, versée fin août 2021, totalisant 4,3 Mds USD pour l'Argentine. Sur le reste de l'année, selon les termes de l'accord de confirmation de 2018, environ 17,9 Mds USD devraient être versés, dont 2,9 Md USD le 21 mars prochain.

Mais pour faire face à l'échéance de mars avec le FMI, les réserves manquent ou, plus précisément, les réserves nettes manquent, c'est-à-dire les devises détenues par la Banque centrale qui ne proviennent pas de prêts, de dépôts du secteur privé ou de dettes. Pour calculer ces réserves nettes, il convient de déduire des 37,2 Mds USD des réserves brutes, les dépôts du secteur privé en dollars américains (12 Mds USD), le swap de devises conclu avec la Banque centrale de Chine (20,5 Mds USD), ainsi que la ligne de crédit auprès de la Banque des règlements internationaux (BIS) (3 Mds USD) et d'autres engagements (1,1 Md USD). Les réserves nettes s'élèvent donc à environ 600 MUSD.

De leur côté, les réserves nettes liquides, immédiatement disponibles, sont négatives à environ -3,4 Mds MUSD, en enlevant, d'une part, les réserves d'or (3,6 Mds USD) et, d'autre part, les avoirs en DTS du FMI (443 MUSD). En un peu plus de deux ans, les réserves nettes ont baissé de 12,1 Mds USD et les réserves nettes liquides de 10,8 Mds USD.

Variation des réserves internationales brutes de la Banque centrale (en MUSD)



Note : Pour février, calcul sur les 10 premiers jours
Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

De plus, l'annonce d'un pré-accord avec le FMI le 28 janvier dernier a éloigné le spectre d'un défaut sur les prochaines échéances et fixé un objectif de reconstitution des réserves internationales, avec une cible de 5 Mds USD supplémentaires en 2022. Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de pistes sont envisagées.

Tout d'abord, les autorités argentines ont annoncé avoir trouvé un accord avec la Banque centrale de Chine pour obtenir 3 Mds USD supplémentaires au titre du swap

de devises existant. Ce montant viendrait renforcer les réserves brutes. Elles seraient aussi en train de négocier l'élargissement de l'usage du swap pour approfondir les paiements des importations chinoises en yuans et effectuer les remboursements liés aux investissements chinois dans cette même devise afin de relâcher la pression sur les réserves en dollars. À ce jour, seuls 500 MUSD du swap ont été utilisés afin de régler des importations en provenance de Chine, notamment pour l'achat de vaccins.

D'autres pistes à court terme semblent être la baisse des interventions sur le marché des changes pour accélérer la dépréciation du cours officiel du peso, ou bien tirer profit de l'envolée des cours des matières premières depuis le début de l'année, entraînée par la sécheresse en Argentine et au Brésil et le renforcement de la demande chinoise. Selon la Bourse de Chicago, les prix sont au plus haut depuis huit mois, notamment pour le soja (environ 580 USD la tonne, +22% depuis le début de l'année) et le maïs (248 USD la tonne ; +6,4%). Le secteur agricole avait déjà nourri les réserves en 2021, enregistrant des flux nets d'entrées de devises de 33,8 Mds USD, soit environ 10 Mds USD de plus par rapport à la moyenne des 15 dernières années. Selon les dernières estimations de la Bourse de Rosario, entité de référence en Argentine, ce montant pourrait s'élever à 37,5 Mds USD en 2022.

Une autre piste, plus incertaine et figurant parmi les objectifs du président argentin Alberto Fernández lors de sa tournée en Chine et en Russie, est de bénéficier de l'allocation internationale de DTS, à travers notamment le Fonds pour la résilience et la viabilité des pays (RTS) à faibles revenus et à revenus intermédiaires, qui est en cours de constitution par le FMI.

Malgré des reprises spectaculaires en 2021, la production industrielle et la construction n'ont effacé qu'une partie des pertes enregistrées depuis le début de la crise argentine

En décembre, la production industrielle a enregistré une légère progression de 0,6% sur un mois en désaisonnalisé, en ralentissement après la très bonne croissance de 4,1% enregistrée en novembre. De plus, sur un an, l'augmentation est vigoureuse, à 10,1% en décembre après 9,9% en novembre. Enfin, en cumulé sur l'ensemble de l'année 2021, la hausse de la production industrielle a été très forte, à 15,8% par rapport à 2020. La reprise a été remarquable dans l'habillement (+57,1%), mais également dans l'automobile (+50,0%), les machines et les équipements (+36,4%) et l'industrie métallique (+31,2%).

D'autres secteurs ont connu des rebonds qui ont été relativement plus modestes : c'est le cas de l'industrie du bois et du papier (+4,3%) et de l'alimentaire (+5,6%). La production de la viande bovine s'est contractée de 6,4%, sans doute en raison des restrictions sur les exportations de certains morceaux de viande bovine établies en mai 2021.

Cette très forte progression rompt avec trois années consécutives de récession (-5,0% en 2018, puis -6,3% en 2019 et -7,5% en 2020). Mais si la production industrielle a dépassé son niveau pré-pandémique (avec +7,1% par rapport à 2019 et +0,3% en comparaison à 2018), elle reste encore en-dessous de son niveau de 2017 (-4,7%), dernière année de croissance avant le début de la récession.

De plus, ce résultat marque des inégalités sectorielles. Certaines industries étaient, fin 2021, au-dessus de leur niveau de 2017 : c'est le cas des produits alimentaires (+4,4%), mais

aussi des minéraux (+10,4%). D'autres étaient encore en-dessous de leur niveau de 2018, en particulier l'industrie métallique (-11,8%) et l'automobile (-8,2%). Et d'autres opéraient encore en-dessous de leur niveau de 2019, telles que celle du raffinage de pétrole et des combustibles nucléaires (-2,2%).

Enfin, le secteur industriel n'est pas le seul domaine à garder des séquelles de la crise économique entamée en 2018. Même si les activités de construction sont en croissance, le secteur reste en-dessous de son niveau de 2018 (-3,0%). Il a néanmoins dépassé son niveau pré-pandémique de 2019 (+5,4%).

En décembre, la construction a progressé de 2,7% sur un mois en désaisonnalisé, en hausse par rapport aux 0,3% enregistrés en novembre. Sur un an, la croissance s'est élevée à 4,6%, se tassant par rapport aux 7,7% enregistrés le mois précédent. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2021, le secteur a enregistré une croissance spectaculaire de 30,8%, après deux années consécutives de récession (-7,9% en 2019 et -19,5% en 2020).

CHILI

Les experts économiques saluent la nomination de Rosanna Costa, première présidente de la Banque centrale

Chile Vamos – coalition de droite et centre-droit dont le président Sebastián Piñera est issu – et plusieurs économistes ont salué la décision du président sortant de nommer Rosanna Costa, économiste, à la présidence de la Banque centrale.

Tous les cinq ans le président sortant nomme le président de la Banque centrale parmi les



cinq membres du conseil d'administration. Les membres de ce conseil sont également nommés par le président, leur nomination étant aussi votée à la Chambre des députés à la majorité.

Rosanna Costa devient alors la 1^{ère} femme nommée à la tête de cette institution. Avec une orientation politique plutôt à droite, elle a notamment été directrice du budget du ministère des Finances pendant le 1^{er} mandat de Sebastián Piñera (2010-2014).

Cette nomination est en ligne avec la désignation de Mario Marcel, jusqu'à très récemment président de la Banque centrale, comme nouveau ministre des Finances du gouvernement de Gabriel Boric. Il entrera officiellement en fonction le 11 mars 2022.

De plus, un nouveau vice-président de la Banque centrale a été nommé par le conseil d'administration. Il s'agit de Pablo García Silva, qui remplacera Joaquín Vial Ruiz-Tagle. Le nouveau vice-président travaillait depuis plus de 20 ans à divers postes d'économiste et gestionnaire au sein de la Banque centrale.

Les mandats des nouveaux président et vice-président seront probablement impactés par le processus d'élaboration de la nouvelle Constitution. En effet, l'autonomie de la Banque centrale est l'un des sujets phares au sein de la Commission du système de justice. Mais le respect de ce principe, qui pourrait bientôt être discuté en Assemblée plénière, bénéficie du soutien d'un panel politique relativement large.

L'inflation, après avoir légèrement miné les salaires réels en 2021, repart de plus belle en janvier

L'inflation a enregistré une hausse mensuelle de 1,2 % en janvier, dépassant largement les anticipations des agents économiques, qui tablaient sur une variation de 0,5%. Elle poursuit ainsi sa hausse engagée depuis le mois de novembre (+0,5% en novembre et +0,8% en décembre). Cette hausse a notamment été portée par celle des prix des transports (+2,8%) et des prix des aliments et boissons non alcooliques (+1,6%). Sur un an, l'inflation s'est élevée à 7,7%, soit le niveau le plus élevé depuis novembre 2008. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 5,8%.

Cette hausse des prix pose un défi aux futures autorités économiques, notamment au prochain ministre des Finances, Mario Marcel et, surtout, à Rosanna Costa, la nouvelle présidente de la Banque centrale. Ainsi, de nouvelles hausses du taux d'intérêt directeur sont très probables, les agents anticipant désormais une inflation de 5,3% d'ici la fin de 2022, soit bien au-dessus de la cible de 3% ($\pm 1\%$) des autorités monétaires. De plus, ils anticipent une hausse du taux d'intérêt directeur de 125 points de base au cours de la prochaine réunion de politique monétaire fin mars, le portant à 6,75%. Il devrait ensuite atteindre, selon eux, 7,25% d'ici la fin du 1^{er} semestre de 2022.

La forte inflation en 2021 a impliqué une baisse des salaires réels de 0,4% en fin de période, après avoir augmenté de 1,0% en 2020. L'augmentation des salaires nominaux de 6,8%, supérieure à celle de 2020 de 4,0% n'est pas parvenue à compenser l'inflation.

Cette baisse de pouvoir d'achat a touché les différents secteurs de façon inégale. Les



salariés de la santé, de l'enseignement et de l'administration publique, soit l'ensemble des secteurs restés actifs tout au long de la pandémie, ont été les plus touchés. À l'inverse, les salariés de la construction ont été épargnés, conséquence du déficit de main d'œuvre dans ce secteur.

La proposition d'un relèvement du salaire minimum par le nouveau gouvernement à 400.000 CLP (soit environ 480 euros) au lieu de 350.000 CLP (soit près de 375 euros) viendra notamment rehausser les capacités de consommation des ménages.

Point sur la nouvelle Constitution

Le principe de nationalisation adopté par la Commission de l'environnement divise, rendant peu probable sa validation en session plénière

Dans la 1^{ère} phase d'élaboration de la nouvelle Constitution, plusieurs votes par commissions thématiques sont organisés, sur la base des propositions présentées. **Pour qu'elles soient définitivement validées, elles devront ainsi recueillir l'adhésion des 2/3 des constituants en session plénière.** Les toutes premières normes constitutionnelles validées seront probablement connues à partir de mars 2022. **La Constitution finale sera, après plusieurs autres étapes, soumise à un référendum, pour l'instant prévu en juillet 2022.**

C'est dans ce cadre que la COM5, désignant la Commission de l'environnement et des ressources stratégiques, a voté cette semaine en faveur de plusieurs propositions dans des secteurs majeurs de l'économie chilienne.

Une de ces propositions viserait à nationaliser le cuivre et toutes les ressources stratégiques du Chili pour une gestion dite « sociale et

environnementale » des mines. Une telle mesure remettrait ainsi en question un secteur essentiel de l'économie chilienne et irait aussi à l'encontre de ses engagements internationaux. La proposition votée inclue une indemnisation des sociétés minières privées. Il convient également de rappeler qu'actuellement, l'industrie du cuivre totalise 10 à 15% du PIB – 12,5% en 2020 – soit environ le double des dépenses publiques consacrées actuellement à la santé (6% du PIB en 2020), l'éducation (5,4%) et bien plus que celles dédiées à la sécurité sociale (8,1%).

La commission a aussi adopté une proposition visant à révoquer les droits d'exploitation industrielle, agricole et sanitaire de l'eau établis par le Code de l'eau de 1981. Une indemnité serait mise en place mais certains acteurs en seraient exclus, dont les secteurs des mines et de l'agro-industrie qui utilisent l'eau de manière intensive.

PARAGUAY

Le Paraguay définit une feuille de route à l'horizon 2040 pour le développement de son marché électrique 100% renouvelable

L'ANDE (sigle pour *Administración Nacional de Electricidad*), qui est l'entreprise publique d'électricité paraguayenne chargée d'assurer la production, le transport, ainsi que la distribution d'électricité, a élaboré un plan stratégique portant sur le développement du marché à l'horizon 2040.

Ce plan fait la part belle à l'énergie solaire. En effet, la construction de nouveaux parcs solaires est prévue pour incorporer un total de 1.600 MW au réseau – 500 MW avant 2030 et 1.100 MW supplémentaires d'ici à 2040 – ce



qui devrait ainsi permettre d'augmenter la puissance installée du pays de 18% et de fournir de l'électricité aux zones qui ne sont pas couvertes jusqu'à présent.

Le pays possède actuellement 8.782 MW de puissance disponible, via ses trois centrales hydroélectriques : Itaipu (7.000 MW), Yaciretá (1.550 MW) et Acaray (232 MW).

De plus, la centralisation de la production d'électricité a pour corollaire l'existence de zones qui ne possèdent pas les infrastructures nécessaires pour accéder à l'énergie. Les parcs solaires seraient donc une solution qui devrait permettre de combler les besoins spécifiques du réseau paraguayen.

L'ANDE a indiqué que l'objectif du plan est de maintenir le mix électrique du pays à 100% d'origine renouvelable. La feuille de route prévoit aussi la construction de centres de stockage de l'énergie, en parallèle des parcs solaires, permettant ainsi d'emmagasiner de l'énergie pendant la journée pour apporter sécurité et flexibilité au réseau électrique. Des travaux pour étendre le réseau de transport électrique à haute tension sont aussi projetés. Les investissements totaux prévus s'élèvent à 3,6 Mds UDS à horizon 2040.

URUGUAY

Malgré un bilan de fin d'année contrasté pour le marché du travail, l'activité économique a légèrement progressé en janvier

L'embellie sur le marché du travail, qui a été enclenchée à la fin du 3^{ème} trimestre de 2021, s'est confirmée jusqu'à la fin de l'année. Le taux d'activité s'est ainsi élevé à 62,0% en décembre (contre 61,8% le mois précédent et

61,7% il y a un an). Il est tout de même resté en-dessous de son niveau pré-pandémique de 63,1% en décembre 2019, preuve que tous les individus ayant quitté le marché du travail à cause de la pandémie ne l'avaient pas encore réintégré à la fin de 2021. De son côté, le taux d'emploi s'est établi à 57,7% (contre, respectivement, 57,2% le mois précédent et 55,0% un an plus tôt), soit un retour vers son niveau d'avant-crise. Par ailleurs, le taux de chômage a de nouveau baissé en décembre, s'établissant à 7,0% (contre, respectivement, 7,4% en novembre et 10,9% en décembre 2020), soit son plus bas niveau depuis décembre 2017. Enfin, la part des travailleurs occupés non affiliés à la sécurité sociale pour leur emploi principal a poursuivi sa baisse, s'élevant à 21,8% (contre, respectivement, 22,3% le mois d'avant et 21,2% un an plus tôt), soit un niveau bien inférieur à celui d'avant-crise à 25,1%.

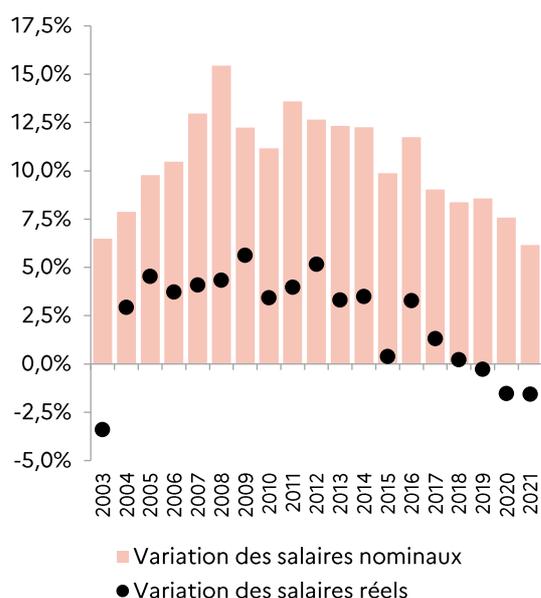
Cependant, l'embellie est à nuancer. En effet, de nouvelles statistiques, plus fines, mettent en évidence la persistance de fortes inégalités sur le marché du travail. En termes de genre, le taux d'activité des femmes est resté bien inférieur, en décembre, à celui des hommes (55,5% contre 69,1%), tout comme leur taux d'emploi (50,8% contre 65,1%). De plus, leur taux de chômage était supérieur à celui des hommes (8,5% contre 5,8%). Sur le plan des origines ethniques, le taux de chômage des individus se déclarant d'ascendance africaine était supérieur à celui des individus blancs (9,7% contre 6,5%).

Enfin, les inégalités étaient aussi marquées sur le plan territorial (taux de chômage à 6,6% à Montevideo contre 7,3% dans le reste du pays), mais aussi selon les classes d'âge (taux de chômage à 8,3% pour les 25-29 ans contre moins de 6% pour les autres classes de 29 ans et plus) et selon le niveau d'éducation (taux de chômage à 1,6% pour les individus ayant

suivi des études supérieures contre au moins 7,8% pour les individus qui ont un niveau d'éducation inférieur).

De plus, les salaires réels ont enregistré leur 3^{ème} année consécutive de baisse, après des chutes de 0,3% en 2019 et de 1,5% en 2020. En effet, alors que les salaires nominaux ont progressé de 6,2% en fin de période en 2021, dont 6,4% pour le secteur privé et 5,7% pour le secteur public, l'inflation très élevée et persistante a miné les salaires réels. Ils ont ainsi baissé de 1,6% en 2021, dont 1,4% pour le secteur privé et 1,9% pour le secteur public.

Variation des salaires réels et nominaux (en %, sur un an)



de croissance de ses composantes montrent ainsi que l'économie est sortie de la phase de contraction et qu'elle se redresse, mais qu'elle peine à consolider une croissance généralisée dans tous les secteurs.

Du côté du secteur agricole, si l'élevage bovin et la production laitière ont été dynamiques, la production de bois a été plus morose. De leur côté, les ventes d'électricité ont été particulièrement fortes, tirant profit de la période de sécheresse du début d'année. En outre, le secteur industriel a été dynamique, notamment porté par l'industrie alimentaire, mais aussi par l'industrie pharmaceutique et l'industrie chimique. L'activité commerciale a également été dynamique, grâce aux ventes de détail, dont celles d'automobiles, et à l'augmentation des importations de biens de consommation. Le dynamisme de ces deux secteurs, tout comme la saison touristique, ont entraîné les services de transport, qui ont aussi bénéficié d'une plus grande mobilité des personnes. D'autres pans des services ont tiré l'activité économique, comme les services de communication et les services financiers, via l'octroi de crédits au secteur privé.

Mais le marché du travail pourrait tout de même bénéficier de la légère progression de l'activité économique en janvier. L'indicateur avancé d'activité (ILC+), publié par le centre d'études CERES, a enregistré une croissance de 0,2% sur un mois et de 2,2% sur un an. De plus, l'indice de diffusion, qui vise à mesurer les composantes de l'indice ILC+ avec une trajectoire positive, s'est élevé à 60%. Les taux



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)